

**Migrations - Royaume-Uni -
Situation à Calais - Libye -
Entretien de M. Gérard Collomb,
ministre de l'intérieur, avec le
quotidien «Le Figaro»
(Paris, 21 juin 2017)**

Q - Théâtre d'un nouveau drame, Calais demeure un point de fixation malgré le démantèlement de la Lande. Que faire ?

R - Depuis la fermeture du camp, la pression a singulièrement diminué. Aujourd'hui, on parle de 300 à 400 personnes présentes, alors qu'on évoquait plusieurs milliers de migrants du temps de la «jungle». D'ailleurs, ce ne sont plus tout à fait les mêmes profils. La lutte contre les trafics et les passeurs reste le meilleur moyen d'empêcher que ne se reconstitue une nouvelle «jungle».

Q - Mais quelle action sera menée auprès des Britanniques ?

R - Nous avons échangé avec Theresa May et sa ministre de l'intérieur quand elles sont venues à Paris. Mais la situation politique au Royaume-Uni risque de retarder un peu les négociations, notamment sur la mise en oeuvre des accords du Touquet qui font de Calais le point frontière. Remettre la frontière en Angleterre serait complexe. Cela bloquerait d'ailleurs le fonctionnement du tunnel. Il faudra en revanche trouver des conditions plus favorables concernant la prise en charge d'un certain nombre de coûts en France. Nous avons besoin de mesures de sécurisation supplémentaires à Calais, du port, des voies ferrées, des abords des autoroutes. Il s'agit notamment d'empêcher les incidents sur la rocade et de prévenir les infractions que le préfet nous signale régulièrement.

Q - Certains s'indignent des conditions de vie des migrants à Calais. On parle même de violences policières...

R - J'irai à Calais dans les tout prochains jours pour rencontrer l'ensemble des parties prenantes, élus, acteurs économiques, associations. Celles-ci doivent savoir que si l'on reconstituait la Lande, la situation serait encore plus indigne. Moi, je ne voudrais pas qu'il y ait à nouveau sur place 2.000 à 3.000 personnes. Revenir à la situation ante, ce serait la faillite d'un système. Quant aux violences alléguées, si des plaintes sont déposées, elles seront naturellement examinées avec toute l'attention requise. Le préfet sur place a donné des consignes de fermeté face aux incidents, mais aussi de respect des migrants. J'ai toute confiance en nos forces de l'ordre pour les appliquer avec discernement.

Q - Comment la France compte-t-elle affronter la nouvelle crise migratoire qui se profile avec

l'arrivée de l'été ?

R - Depuis le 1er janvier, 68.000 personnes sont arrivées en Italie, venant principalement d'une Libye sans État. La véritable politique de contrôle des flux se joue très en amont. Les flux partent des pays d'Afrique subsaharienne. Le Niger était à un moment donné une voie de passage extrêmement importante. Les réseaux de passeurs organisés ont amené des gens venus de très loin, puisque parmi les premières nationalités, vous avez des ressortissants du sous-continent indien. C'est une problématique difficile à résoudre une fois qu'ils sont en Libye. Si vous positionnez les flottes de garde-côtes européens trop loin du rivage libyen, vous assistez à des naufrages dramatiques. Et si vous dépêchez les bateaux plus près pour mieux secourir les personnes, vous créez une sorte d'appel d'air.

Q - Mais comment intervenir ?

R - J'ai reçu dernièrement mon collègue de l'intérieur du Burkina-Faso. Nous allons travailler ensemble avec les pays de transit très en amont pour essayer de démanteler des réseaux. Les conditions dans lesquelles se déroule cette traite des êtres humains sont abjectes.

Q - De plus en plus de migrants d'Afrique francophone arrivent par la frontière italienne. Ne viennent-ils pas de pays dont les ressortissants sont rarement éligibles à l'asile en France ?

R - Dans les prochaines semaines, j'irai voir mes collègues ministres de l'intérieur des pays d'Afrique francophone pour avoir des discussions avec eux. Certains ont déjà commencé à prendre des mesures. Par exemple, la route du Niger a été partiellement démantelée, grâce à l'action des autorités nigériennes. On doit aussi mieux se concerter avec le Mali. Autant de points sur lesquels nous travaillons avec mon collègue du Quai d'Orsay./.